



International Coffee Organization  
Organización Internacional del Café  
Organização Internacional do Café  
Organisation Internationale du Café

Londres, le 21 avril 2005

## **ENSEIGNEMENTS À TIRER DE LA CRISE MONDIALE DU CAFÉ : UN PROBLÈME GRAVE POUR LE DÉVELOPPEMENT DURABLE**

*Exposé de Néstor Osorio, Directeur exécutif de l'Organisation internationale du Café  
Centre de référence en agriculture et agroalimentaire du Québec (CRAAQ)  
Les Perspectives 2005 – « Agroalimentaire et mondialisation : l'envers du décor »  
Drummondville, Canada, 21 avril 2005*

### **La crise des prix du café**

Au cours des dernières années, l'économie mondiale du café a évolué d'une façon qu'on peut qualifier d'irrégulière, désordonnée, voire contradictoire. Pendant une brève période, après la relative rareté de l'offre du milieu des années 1990 due essentiellement aux conditions climatiques, les prix ont atteint des niveaux modérément élevés qui ont fait contrepois aux pertes subies en raison du démantèlement en 1989 du système de contingents de l'Accord international sur le Café. Toutefois, cette situation a été à l'origine d'une forte augmentation de la production qui a sensiblement modifié la structure de l'offre mondiale et a été la cause de la crise du café la plus grave en termes de revenus des caféiculteurs.

Par contre, l'évolution de l'économie caféière dans les pays importateurs a suivi un schéma positif complètement différent. L'industrie a prospéré, des produits nouveaux ont été lancés, la valeur du marché de la vente au détail a plus que doublé et les bénéfices ont augmenté. Il faut s'en réjouir, mais la question doit néanmoins être posée de savoir combien de temps cette situation peut durer. Les caféiculteurs ont fait preuve d'une grande ténacité et la plupart ont pu, tant bien que mal, survivre et continuer à produire. Mais tous n'y ont pas réussi et pas à n'importe quel prix. Il est maintenant probable que si l'on ne trouve pas les moyens d'améliorer les conditions du négoce dans les pays producteurs, ce précieux produit de base et, pire encore, les individus qui le cultivent, disparaîtront progressivement au point où, dans un avenir assez proche, les quantités de café, et certainement la gamme de qualité des cafés, pourraient être insuffisantes pour satisfaire le négoce et les consommateurs.

L'adversité à laquelle les caféiculteurs d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine sont confrontés affecte également d'autres produits de base agricoles originaires des pays en développement. En fait, la baisse des recettes tirées de ces produits de base est l'une des causes principales de la

pauvreté dans le monde. La Secrétaire générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies a déclaré sans ambiguïté en novembre 2003 devant l'Assemblée générale que la chute des prix des produits de base comme le café, qui s'établissent maintenant au tiers environ de leur valeur du milieu des années 1990, contribuait à l'accroissement de la pauvreté et entravait les efforts pour atteindre les objectifs de développement du millénaire. La baisse des recettes tirées des exportations du café compromet également l'initiative en faveur des pays pauvres très endettés (initiative PPTE). Plusieurs études coïncident pour évaluer la chute des prix des principaux produits de base agricoles entre 50 et 86 pour cent au cours des vingt dernières années, le café enregistrant la chute la plus brutale. En ce qui concerne le café, les chiffres sont clairs : à la fin des années 1980 et pendant une partie des années 1990, les recettes tirées des exportations FOB par les pays producteurs de café s'établissaient à environ 10-12 milliards de dollars EU par an; depuis quatre ans, elles s'établissent en moyenne à 6 milliards de dollars EU environ. Par contre, la valeur des ventes au détail dans les pays consommateurs continue d'augmenter, d'environ 30 milliards de dollars EU pendant les années 1980 à environ 80 milliards à l'heure actuelle.

Cette chute des recettes a eu des incidences significatives sur la vie économique et sociale de beaucoup de pays en développement. Les gouvernements des pays Membres de l'Organisation internationale du Café (OIC) ont présenté un rapport<sup>1</sup> sur les incidences de la crise du café sur la pauvreté en mentionnant particulièrement les conséquences économiques, sociales et environnementales ci-après :

#### *Conséquences économiques*

Abandon des exploitations, pertes importantes d'emplois, baisse des recettes fiscales, effet de contagion sur les autres secteurs économiques, baisse des recettes d'exportation (*Cameroun, Côte d'Ivoire, El Salvador, Éthiopie, Nicaragua, République centrafricaine*).

#### *Conséquences sociales*

Exode rural, émigration vers l'étranger, baisse des fonds disponibles pour la santé et l'éducation, accroissement du nombre de foyers vivant en dessous du seuil de pauvreté, augmentation de l'incidence de la malnutrition, accroissement de l'endettement, poussée de la production des cultures illicites (*Cameroun, Colombie, Costa Rica, El Salvador, Équateur, Éthiopie, Nicaragua, Papouasie-Nouvelle-Guinée, République centrafricaine, Viet Nam*).

#### *Conséquences environnementales*

Abandon des plantations ombragées, souvent de petites zones forestières restantes; abattage des arbres d'ombrage pour en exploiter le bois (*Équateur, Inde, Salvador*)

D'une manière générale, plusieurs pays ont déclaré que la crise du café avait des conséquences désastreuses pour leur économie.

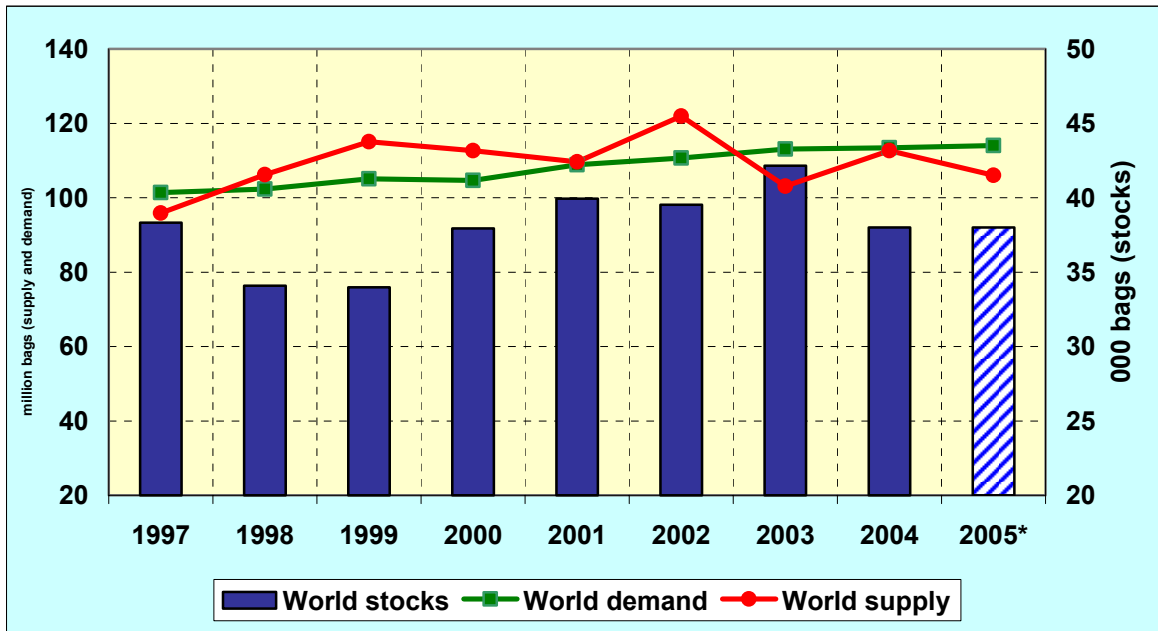
---

<sup>1</sup> Pour plus de détails, se reporter au document de l'OIC ICC-89-5 Rev. 1.

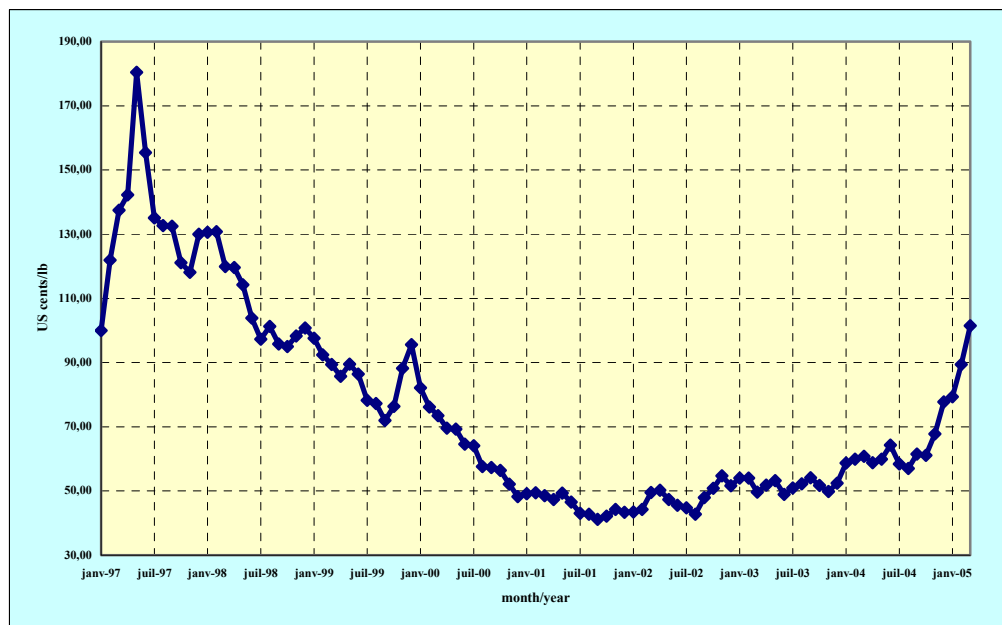
## Les causes de la crise

La chute des prix du café est essentiellement due à cinq années consécutives (1998/1999 à 2002/2003) d'excédent de la production totale par rapport à la consommation avec ses effets sur les prix, comme l'illustrent les graphiques ci-après.

### OFFRE ET DEMANDE MONDIALES DE CAFÉ



### PRIX MONDIAUX DU CAFÉ



## **La recherche de solutions durables**

Dans la recherche de solutions, il est essentiel de prendre conscience que, dans beaucoup de zones de caféiculture, il existe des obstacles importants aux activités économiques de remplacement dus à des facteurs environnementaux et infrastructurels (d'une manière générale 3-4 ans s'écoulent entre la plantation du caféier et sa première récolte en raison de sa nature pérenne), et aux limitations de l'accès au marché pour des cultures de remplacement, viables d'autre part.

Au siècle dernier, pendant près de trois décennies, les producteurs et les consommateurs ont unanimement accepté qu'il était nécessaire de mettre en place des accords et des règles pour réglementer le marché et permettre l'établissement de prix du café équitables, avec des approvisionnements garantis pour l'industrie du café. Ce consensus, qui a permis de mettre en place des mesures spécifiques par l'intermédiaire de l'OIC, donnait le moyen de réduire la pauvreté dans les pays en développement tributaires d'un petit nombre de produits de base, d'accroître leur part du commerce mondial et, enfin, de participer à la construction de la paix.

Au cours des quinze dernières années, ce consensus a laissé la place à la mode de la libéralisation. Cette doctrine est présentée comme un moyen d'accroître les revenus des caféiculteurs, mais dans un grand nombre de cas, sinon dans tous les cas, elle a porté des coups sérieux aux producteurs de café et autres produits tropicaux, et leur vulnérabilité a été exposée. Par une coïncidence ironique, au moment où l'on prônait l'abolition du soutien institutionnel, les pays développés renforçaient les mesures de défense et de soutien de leurs secteurs des produits agricoles, essentiellement pour des raisons politiques et sociales, mais dans certains cas pour assurer la permanence de la disponibilité des produits spéciaux.

Cette approche nouvelle a contribué à accentuer la dépendance de beaucoup de pays en développement à l'égard des produits de base, particulièrement dans la mesure où les options de diversification sont contrecarrées par des difficultés d'accès aux marchés des autres produits agricoles et industriels. Par conséquent, si l'on présente le recours à une approche axée sur le marché comme le meilleur moyen de garantir une affectation optimale des ressources pour les produits de base, on doit être logique et également prôner la levée des mesures protectionnistes non axées sur le marché employées par un trop grand nombre de pays, qui paralysent l'accès au marché et font obstacle aux options de diversification des caféiculteurs. C'est l'une des raisons pour lesquelles il est très important que le cycle de Doha donne des résultats positifs.

Le terme « durabilité » est utilisé dans un nombre croissant de contextes. Dans le cadre de l'Accord international de 2001 sur le Café, l'Organisation internationale du Café encourage ses Membres à mettre en place une économie caféière durable. L'OIC encourage également les efforts visant à établir une certaine coordination entre plusieurs initiatives en cours sur le café et la durabilité et elle appuiera cet objectif dans le cadre du Groupe spécial international sur les produits de base que la CNUCED propose de mettre en place.

Il est indubitablement impérieux de garantir l'avenir du café en s'employant à résoudre la question de la durabilité économique, c'est-à-dire à veiller à ce que la production de café ne se traduise plus par des pertes pour les producteurs. Bien entendu, on pourra faire valoir que la

production devrait être concentrée dans quelques grandes zones ou dans quelques grands pays où il n'en est pas ainsi mais, en dehors de l'immense coût social qui en résulterait, cette solution serait à l'origine d'une importante réduction potentielle de la qualité et de la variété qui pourrait constituer une grave menace potentielle pour le maintien de la consommation.

Depuis de nombreux mois, l'OIC alerte la communauté internationale au sujet des conséquences d'un problème essentiellement dû à la permanence d'un excédent de l'offre par rapport à la demande.

Dans l'ensemble, le processus d'analyse est terminé et doit maintenant laisser la place à la mise en œuvre de solutions. En dehors d'interventions directes sur le marché, qui seraient vraisemblablement impossibles ou très difficiles pour des raisons politiques et techniques, ces solutions comprennent notamment la création d'un environnement qui facilite la diversification économique et des mesures destinées à restaurer un équilibre du marché par un accroissement de la demande.

Il existe bien entendu un grand nombre de projets et de programmes sur des questions spécifiques à certains pays comme la lutte contre les nuisibles, le renforcement des capacités, la production de cafés destinés à des segments de marché, la mise en place de codes de bonnes pratiques améliorés et reconnus applicables à la production durable de café ou l'accès aux instruments de gestion des risques. Toutefois, je me dois de répéter que la première priorité doit être de prendre des mesures qui pourront restaurer un certain équilibre du marché. En fait, beaucoup de projets plus spécifiques ne peuvent souvent réussir que si l'équilibre du marché ramène les prix à des niveaux où le coût de ces initiatives peut être pris en charge. Il est essentiel de prendre conscience que le redressement des prix du café est vital en raison de l'absence actuelle d'autres activités viables dans beaucoup de zones de caféiculture et des coûts sociaux associés à la destruction de la filière.

Seul un nombre réduit de mesures axées sur le marché peuvent permettre de faire face directement au problème de l'équilibre de l'offre et de la demande. En ce qui concerne l'offre, deux politiques sont possibles :

- a) se servir de l'expérience de la crise du café pour sensibiliser – par l'intermédiaire de l'OIC qui est la mieux placée à cet égard – les organisations nationales et internationales aux dangers des projets ou programmes qui accroîtraient encore l'offre; et
- b) s'efforcer d'augmenter les bénéfices dégagés par les produits à valeur ajoutée plutôt que les exportations en vrac traditionnelles de produits de base.

Mais il est également essentiel d'être conscient de la nécessité de développer le marché afin d'accroître la demande, tout en tenant compte du fait que les projets utiles à la chaîne d'approvisionnement doivent être accompagnés d'initiatives impliquant non seulement le maillon caféiculteur-exportateur mais aussi le maillon caféiculteur-consommateur. Ces mesures pourraient comprendre notamment :

- a) un soutien au programme d'amélioration de la qualité de l'OIC afin que le consommateur apprécie mieux le café et augmente sa consommation;

- b) des mesures visant à accroître la consommation de café dans les pays producteurs, ce qui devrait avoir plusieurs effets positifs comme assurer d'autres débouchés, mieux sensibiliser les producteurs aux préférences des consommateurs, stimuler les petites et moyennes entreprises, etc. et favoriser l'accroissement de la demande;
- c) des mesures destinées à faire mieux connaître et apprécier le café dans les marchés émergents importants comme la Russie et la Chine, à la suite du succès des campagnes de l'OIC des années 1990; et
- d) protéger les niveaux de consommation dans les marchés traditionnels en maintenant la qualité, en développant des segments de marché et en diffusant des informations positives sur les effets bénéfiques du café sur la santé.

En septembre 2003, l'OIC a approuvé un Plan d'Action visant à accroître la consommation mondiale de café et, en coopération avec le secteur privé, elle a lancé la première phase d'un vaste projet destiné à accroître la consommation dans les pays producteurs, avec la publication d'un Guide séquentiel de promotion de la consommation du café téléchargeable sur son site web ([www.ico.org](http://www.ico.org)). D'autres projets, y compris des programmes de relance dans les marchés émergents comme la Chine, sont envisagés. Eu égard aux niveaux stagnants ou en baisse de la consommation par habitant dans les marchés traditionnels, de telles mesures sont de plus en plus urgentes. Toutefois, il a été difficile de mobiliser le financement nécessaire pour le Plan d'Action.

La communauté du café, particulièrement le secteur privé, accepte bien les programmes de mise en valeur du marché évoqués. Les institutions financières multilatérales et les gouvernements contributeurs doivent maintenant accepter ce fait. Les institutions multilatérales et nationales affectent des sommes importantes aux projets de développement mais ignorent actuellement les initiatives de la filière café évoquées précédemment. Cette situation doit changer. Si la gestion directe des approvisionnements n'est pas possible, la diversification est difficile, mais des mesures en faveur de la mise en valeur du marché et de l'amélioration de la qualité sont généralement acceptables; des mesures destinées à allouer des fonds à ces projets doivent être prises sans retard.

Bien entendu, l'une des raisons invoquées pour justifier l'absence de financement de la mise en valeur du marché est que le secteur privé saurait mieux s'en occuper. Il est évident que le secteur privé doit jouer un rôle essentiel. Mais l'expérience montre que dans des cas comme les programmes de promotion dans les pays producteurs ou dans les marchés émergents, les interventions les plus efficaces sont assurées par un partenariat souple secteur privé/secteur public qui, en principe, devrait constituer un modèle acceptable pour les bailleurs de fonds. Par exemple, l'OIC a été en mesure de jouer le rôle de catalyseur dans la coopération du secteur privé en organisant des manifestations sur le café en Chine et en Russie dans les années 1990, qui ont largement contribué à stimuler la consommation dans ces marchés. Ce que je veux souligner ici est que, dans les marchés en développement, les sociétés privées n'ont ni les ressources ni la capacité d'entreprendre des efforts coordonnés qui peuvent être facilités par une coopération avec une organisation comme l'OIC qui fait intervenir toute la filière café et peut mobiliser un soutien gouvernemental. Une adhésion à cette idée constituerait un important défi pour le groupe spécial international sur les produits de base, nécessitant une approche vraiment

novatrice et efficace des problèmes du négoce des produits de base, et exigeant une remise en question des idées reçues.

Cette question souligne le rôle des organismes internationaux de produits comme l'OIC dans le contexte d'un réel partenariat entre pays développés et pays en développement, car ces organismes constituent une tribune unique où toutes les parties prenantes sont représentées de façon équitable et où les besoins et priorités des principaux acteurs peuvent être pleinement représentés. Dans ce contexte, notre approche pour trouver un équilibre durable du marché consiste à ne pas intervenir sur le marché mais à agir sur les variables qui le déterminent.